

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/ESMA-Tuer-fut-un-systeme-et-voler-une-methode-A-la-recherche-des-partenaires-civils-des-militaires-argentins>

ESMA : Tuer fut un système et voler, une méthode. A la recherche des « partenaires » civils des militaires argentins.

- Notre Amérique - Terrorisme d'Etat - Plan Condor - Actualités -
Date de mise en ligne : mardi 30 décembre 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le juge fédéral Sergio Torres veut trouver les partenaires civils des militaires qui ont dépouillé de leurs biens les disparus et restituer ce qui fut volé aux familles des victimes. Des maisons jusqu'à une télé noir et blanc. A l'ESMA, il y avait deux secteurs différenciés pour déposer le butin volé aux kidnappés.

Par Victoria Ginzberg

Página 12, 22 de diciembre del 2003

[Leer texto en español : http://www.elcorreo.eu.org/esp/article.php3?id_article=2731]

Au troisième étage de l'École de Mécanique de l'Armée (ESMA) se trouvait, pendant la dernière dictature militaire, le "Grand Pañol". C'était l'emplacement destiné à accumuler les objets volés des maisons de ceux qui avaient été kidnappés : meubles, appareils électroménagers, instruments de musique et toute chose qui pouvait avoir attiré l'attention d'un tortionnaire tandis qu'il visitait le domicile de sa victime. Dans le "Petit Pañol" on rassemblait les vêtements.

La voracité des marins allait depuis des petits sacs de thé jusqu'à aux appartements et aux propriétés foncières. Il y a deux ans, en analysant un dossier en rapport avec le dépouillement des terres de Chacras de Coria, la Chambre Fédérale a indiqué qu'on devait ouvrir une enquête globale sur le fonctionnement de la structure destinée à enrichir à l'amiral Emilio Eduardo Massera et ses partisans de l'ESMA aux dépens des disparus. Le juge fédéral Sergio Torres a ouvert cette enquête, qui devrait faire la lumière sur un aspect de la répression illégale qui reste encore dans l'ombre. La trame financière de l'ESMA fut abordée par des recherches journalistiques mais son cœur n'a pas été, jusqu'à présent, pénétrée par la Justice.

Torres a signé vendredi la résolution qui marque le début de cette tâche, qu'il mènera à bien parallèlement à l'instruction du dossier sur les tortures et les disparitions commises par les membres du groupe d'actions de l'ESMA, pour laquelle il y a dix tortionnaires en prison. L'enquête sera limitée aux biens contrôlables et a pour objectif de poursuivre judiciairement les responsables -parmi lesquels on compte les partenaires civils des militaires- et d'essayer de récupérer les propriétés des disparus ou d'indemniser les victimes.

Le cas du vol de l'appropriation des terres de Chacras de Coria, appartenant au chef d'entreprise de Mendoza, Victorio Cerutti, au comptable Horacio Palmar et l'avocat Conrado Gómez, kidnappés et disparus dans les locaux de l'ESMA avec Omar Masera Pincolini, gendre de Cerutti, est par ses caractéristiques un fait paradigmatique qui illustre la méthode des marins pour sortir un bénéfice supplémentaire de ce qu'ils ont appelé la "guerre contre la subversion".

Gómez a été kidnappé dans son bureau le 10 janvier 1977. Ceux qui l'ont kidnappés, vêtus en civil, ont ajouté aux camionnettes avec lesquelles ils étaient arrivés sur les lieux, le Ford Fairlane bordeaux de Gómez. Le coffre fort a été vidé. Comme l'a rapporté devant la Justice Federico Gómez, fils de la victime, outre l'argent, une somme importante, les tortionnaires ont emporté les documents relatifs aux sociétés et aux propriétés de l'avocat. Ils ont aussi pris l'appareil de téléphone, les machines à écrire et à calculer, les vêtements, les effets de toilette et "jusqu'au café, au thé et le maté".

Dans les locaux de l'ESMA, Gómez et ses partenaires ont été obligés de signer des documents pour céder les

terrains de Chacras de Coria, évalués pour 20 millions de dollars, entre les mains de la famille de l'Amiral Zéro. Comme premier pas, les marins avaient forcé les kidnappés à transférer leurs propriétés à une entreprise à la quelle participaient sous de faux noms les tortionnaires Francis William Whamond y Jorge Radice.

La manoeuvre sur Chacras de Coria n'a pas été la seule de ces opérations. Plusieurs ex prisonniers ont apporté des indices à la Justice sur d'autres opérations menées par les marins, qui avaient pris forme à travers une société immobilière montée dans le quartier de Belgrano destinée à vendre des propriétés avec aide de fausse documentation élaborée dans les caves de l'ESMA.

Nilda Actis a rapporté que peu de temps de son kidnapping il a été transféré à sa maison pour qu'il retire les actes de propriété des deux appartements à La Plata et ensuite il a été emmené à un bureau où il a dû signer deux pouvoirs dans lesquels il a autorisé la vente des immeubles. Il a aussi raconté qu'en étant sous le régime de "liberté surveillée" il a travaillé dans un emplacement situé dans le parti de Vicente López, où on effectuait des activités liées la réfection de logements qui avaient été endommagés quand on avait kidnappé leurs habitants.

En décembre le 2001, en analysant le dossier sur la disparition de Gómez, la Salle II de la Chambre Fédérale a soutenu que parmi les buts "de l'organisation illicite qui était effectuée à l'abri de son aspect externe de force armée" était celui de "kidnapper des personnes dont ils pourraient obtenir des avantages économiques" et que "à cette fin ils disposaient d'une structure complexe qui pouvait être utilisée avec le motif allégué de réprimer des objectifs terroristes et, à la fois, effrayer et obliger des chefs d'entreprise d'être dépouillés de leurs patrimoines au profit des fonctionnaires de l'Armée".

Des restes du vol opérés par les militaires marins ont été découverts par la Chambre Fédérale de Bahia Blanca en forçant, comme une partie de jugement pour la Vérité, un hangar qui était au nom de la femme de Jorge "le Tigre" Acosta. Des pamphlets de propagande politique, livres, documents bancaires, une cuisine, téléviseurs blanc et noir, un réfrigérateur, un piano, une caravane, de la vaisselle et deux anciennes voitures en bon état ont été trouvées avec une photo du dictateur Jorge Rafael Videla dédicacée "au capitaine Acosta : apôtre inconditionnel de mes idées ". Comme l'a pu établir le trésorier général de Bahia Blanca, Hugo Canon, le lieu a été livrée à des Chantiers navals Rivière Courageuse, une société anonyme intégrée par Radice et une fille d'Acosta.

Post-scriptum :

Traduction pour El Correo : Estelle et Carlos Debiasi